

« Il faut dépoussiérer les ap »

Comment les enseignants peuvent-ils, dans leur travail quotidien, passer outre certains stéréotypes touchant les jeunes des quartiers populaires ? C'est une des thématiques débattues au sein du collectif d'enseignants « Aggiornamento histoire géographie »*, espace de réflexion auquel participent Laurence De Cock (cofondatrice) et Nathalie Coste. Entretien.**

Daniel BOITIER, membre du Comité central de la LDH et coresponsable du groupe de travail « Laïcité »

Daniel Boitier : *Vous êtes toutes deux membres du collectif « Aggiornamento histoire géographie ». Pouvez-vous en retracer l'histoire, la philosophie, et nous éclairer sur la formule « pédagogie de l'ordinaire » ?*

Laurence De Cock : Le collectif « Aggiornamento histoire géographie » est né en 2011 à la suite de la parution de l'ouvrage que j'ai codirigé, *La Fabrique scolaire de l'histoire* (Agone, 2009), et qui fut l'occasion de lancer des pistes de réflexion sur l'enseignement de l'histoire au passé et au présent. Nous étions alors en plein débat sur la réforme du lycée, la suppression de l'histoire-géographie en terminale S et les programmes de première qui abandonnaient le linéaire chronologique pour entrer dans une logique thématique. Tout cela provoquait des débats importants sur lesquels je n'étais d'accord avec aucune des positions antagonistes dominantes. L'idée de fonder une « tierce position » est venue de ce constat : il fallait un lieu de prises de parole qui fasse entendre la voix des acteurs eux-mêmes et non des porte-parole autoproclamés. Cette formule de « pédagogie ordinaire » vient de cette philosophie-ci, à savoir la visibilité d'une activité routinière d'enseignement, tantôt exaltante, tantôt fatigante ou ennuyeuse, c'est-à-dire la réalité du terrain et du quotidien de l'enseignant.

La première des précautions est de se méfier d'une tendance à l'essentialisation du « jeune de banlieue » et de la production par nous-mêmes de formes archétypales auxquelles, finalement, ils finiraient par se conformer.

* Voir aggiornamento.hypotheses.org.

** C'est dans une démarche soucieuse de partir du terrain afin d'essayer d'échapper aux stéréotypes concernant les jeunes des quartiers populaires que le groupe de travail LDH « Laïcité » a pu inviter, à l'une de ses réunions, Laurence De Cock et Nathalie Coste. Le présent entretien est une prolongation de cet échange.

Cela permet d'intervenir dans le débat public en arguant d'une expertise professionnelle (que certains d'entre nous complètent par des recherches scientifiques) et de poser des mots plus justes sur une professionnalité. C'est une gageure, dans un monde où l'école est l'un des objets les plus malmenés par les débats publics. Enfin, le Collectif se réclame d'un engagement à gauche. Dans notre milieu, c'est assez dissident car subsiste encore l'idée que l'enseignant doit être « neutre ». Or nous distinguons ce qui est de l'ordre de la nécessaire neutralité devant les élèves et ce qui relève de nos prises de position sur le métier et l'école. Non corporatistes, nous affirmons notre vision d'une école juste, émancipatrice, et la place de nos disciplines dans ce dessein.

Nathalie Coste : Laurence, qui a la « maternité » d'Aggiornamento, a évidemment parfaitement exposé les éléments relatifs à l'historique et aux objectifs du Collectif. Pour ma part, ce groupe représente un espace de réflexion, de partage et de débat mais aussi une forme de soutien dans nos vécus professionnels. Ces échanges, d'une grande vitalité intellectuelle, poussent à des retours réflexifs sur nos pratiques mais aussi à une acuité scientifique particulièrement nécessaire dans nos disciplines. Enfin, Aggiornamento, c'est aussi

la possibilité d'une expression commune qui donne toute sa force à l'engagement éthique et politique.

Comment justement entrevoyez-vous le travail des enseignants avec les jeunes des quartiers populaires pour favoriser, au-delà des provocations et stéréotypes, une pratique réflexive ? Dans et au-delà de la classe ?

L. D. C. : Nous sommes nombreux à travailler ou à avoir travaillé dans les quartiers populaires. La première évidence est de rappeler qu'un jeune des quartiers est d'abord un élève, point. Certains jeunes de quartiers chics ne sont pas non plus simples à aborder. L'enseignant doit souvent se protéger de ses propres représentations sur les élèves. Les contenus d'enseignement aident à instaurer une relation pédagogique. Il n'y a rien de pire que de privilégier le « relationnel » au pédagogique. C'est ce que l'on voit par exemple dans le film *Entre les murs*. La relation avec les élèves s'installe par le savoir à transmettre, qui fait l'objet d'un contrat symbolique. En histoire-géographie, nous avons cette chance de connecter notre matière assez aisément à un quotidien connu. Nous soulevons des enjeux politiques, parfois sensibles, et ces situations permettent de véritables débats qui peuvent donner confiance

préhensions réciproques »



© FRANCIS MC-KEE, LICENCE CC

aux élèves. C'est un travail de dépolissage de nos appréhensions réciproques : celles de l'enseignant et celles de l'élève. Une fois que le contact est noué, même si des périodes d'adversité existent, la relation est établie et rend possible un travail.

Ensuite, nous ne sommes pas des magiciens. L'un des grands vides actuels est celui laissé par l'éducation populaire, les associations (la Ligue de l'enseignement, par exemple) qui existent encore mais dont les liens semblent s'être distendus avec l'institution. Ce sont elles, pourtant, qui per-

mettaient cette interface entre le dedans (l'école) et le dehors. Les enseignants ont besoin de ces relais pour deux raisons : d'abord parce qu'il est faux de croire qu'un enseignant devrait rester plus longtemps dans son établissement pour un « suivi » : l'enseignant a besoin au contraire de souffler très régulièrement pour assumer la lourdeur de sa tâche ; ensuite parce qu'un jeune n'est pas le même à l'intérieur du système et à l'extérieur ; la frontière doit exister pour distinguer l'école (lieu du savoir, de la transmission, de l'apprentissage)

Un jeune de quartier est un adolescent comme tous les autres à bien des égards, qui passe par les mêmes moments de doute, d'espoir, d'abattement, d'euphorie, d'envie d'apprendre ou de ne rien faire.

d'autres espaces de socialisation. N. C. : Le rapport avec les jeunes des banlieues, ou quartiers populaires, est d'abord une relation pédagogique et éducative entre un adulte et des adolescents. Ensuite, un jeune de quartier est un adolescent comme tous les autres à bien des égards, qui passe par les mêmes moments de doute, d'espoir, d'abattement, d'euphorie, d'envie d'apprendre ou de ne rien faire. Certes, dans ces quartiers, les difficultés sociales et économiques sont plus pesantes et se doublent souvent d'un moindre accès à

une culture « académique » et de l'intériorisation d'une relégation, d'un manque de légitimité parfois dans des études sélectives, et d'un questionnement plus marqué sur l'identité et la place dans la société, sujets qui sont souvent tout autant induits par le fait qu'on les leur rappelle de « l'extérieur ». Pour autant, il y a fréquemment dans ces quartiers une véritable appétence pour l'histoire-géographie, souvent vue comme porteuse d'explication de l'actualité.

Notre rôle est la transmission d'un savoir qui fait sens et qui fait la place à l'esprit critique. La première des précautions est justement de se méfier d'une tendance à l'essentialisation du « jeune de banlieue » et de la production par nous-mêmes de formes archétypales auxquelles, finalement, ils finiraient par se conformer ! Chaque élève est une personne qui ne se résume pas à son appartenance socio-géographique, religieuse ou autre, et quand adversité il y a – cela peut arriver –, il nous faut accepter ces tensions comme constitutives d'une relation scolaire dans laquelle nous sommes les adultes.

Cela peut être difficile, d'où la nécessité de pouvoir croiser nos expériences et de mettre à distance. A de rares exceptions, la confiance finit par se créer dans une classe et quand les jeunes sentent que l'enseignant est un vecteur de savoir bienveillant et juste, ils en acceptent souvent l'autorité.

Pour autant les équilibres sont fragiles et la déstabilisation extérieure (tensions dans le quartier ou à l'extérieur) peut peser sur la classe. Il faut à mon sens de nécessaires prolongements à ce que l'on construit au lycée (ou au collège) et que le tissu local, culturel, associatif et artistique soit le plus possible présent à l'extérieur comme caisse de résonance de ce qui se fait à l'école, auprès des jeunes.

Il faut de nécessaires prolongements à ce que l'on construit au lycée (ou au collège) et que le tissu local, culturel, associatif et artistique soit le plus possible présent à l'extérieur comme caisse de résonance de ce qui se fait à l'école, auprès des jeunes.

Vous parlez de « jeunes malmenées » et dites l'impératif de « prendre soin des jeunes ». Comment concevoir collectivement cet impératif ? Et comment une association comme la Ligue des droits de l'Homme peut-elle participer à sa réalisation ?

L. D. C. : Oui, j'ai trouvé les discours publics sur la jeunesse délétères au moment des attentats, dès janvier 2015. D'une manière générale, je trouve l'intergénérationnel bien malade dans ce pays et je ne lis que trop peu d'empathie, de considération et de curiosité bienveillante vis-à-vis des jeunes. Une société saine aurait dû se lever comme un-e seul-e homme-femme pour protéger la jeunesse : un sourire, un stage, un boulot... tout un tas de signes de la transmission d'une confiance pour cette lourde charge du futur qui leur incombe.

Au lieu de cela, on ne cesse d'entendre des discours de méfiance, de rejet et de soupçon vis-à-vis de jeunes dont certains sont vus comme de potentiels « radicalisés ». On comptabilise les dérives, on frappe les jeunes dans les manifestations, et tout ce qui est le propre de la jeunesse (révolte, insolence, silence) se voit taxé de pratiques déviantes. On crée des concours pour récompenser les dociles et on s'acharne sur les insoumis. Tout cela ne me dit pas grand-chose qui vaille pour l'avenir. La Ligue des droits de l'Homme peut aider à tisser du lien là où le politique creuse des fractures, justement. Elle doit développer des campagnes de sensibilisation intergénérationnelle et continuer d'intervenir (comme elle le fait très bien depuis le printemps dernier) sur les violences policières ou en protégeant les jeunes de certains zèles répressifs. On pourrait aussi imaginer une campagne LDH auprès des entreprises afin de les sensibiliser à la question de stages (je pense aux jeunes de

centres de formation d'apprentis à la rue, faute de contrats) ; surtout, c'est cette prise de conscience qu'il y a là une responsabilité partagée, qu'il faut travailler à tout prix avec tous les secteurs d'activité.

N. C. : Oui, parce que nous sommes nombreux tout d'abord à avoir été agacés par les discours postattentats qui ont produit une image du jeune de banlieue proche de celle de « l'ennemi de l'intérieur » alors que nous avons face à nous, au quotidien, des gosses qui avaient peur, comme tout un chacun : peur pour leurs parents qui prennent le train pour aller travailler à Paris, peur pour eux et peur aussi – pour les musulmans – d'être assimilés à ceux qui tuent. Agacés aussi que l'on scrute la moindre des réactions d'ados pour en faire aussitôt une validation de la menace que constitueraient ces gamins de banlieue, sans précaution, sans distance.

Les jeunes de ce pays sont privées d'insouciance, considérées comme dépolitisées (ce qui reste à prouver, même si incontestablement les formes d'engagement traditionnel ne fonctionnent plus), au mieux inconsistantes, au pire menaçantes. Les espaces d'expression qu'elles peuvent investir sont pauvres, et le prisme médiatique qui rend leur parole publique est souvent désastreux.

Les jeunes sont une partie de la population qu'on doit protéger de la pauvreté, de la violence multiforme à laquelle ils sont exposés, qu'il s'agisse de l'impossibilité de se payer des loisirs ou des matraques dans les manifestations. La défiance à leur égard est socialement mortifère, et la LDH doit pouvoir continuer à déplacer les projecteurs : donner la parole aux jeunes eux-mêmes et dénoncer les situations d'insécurité de ceux qui n'ont pas de papiers, pas d'emploi, pas de logement, pas d'accès aux études et aux loisirs. ●